



et sa filiale gestionnaire du réseau d'électricité



Marché et accord-cadre

Déclaration du candidat

Le présent document de 9 pages (*page de garde incluse*) répond aux exigences des articles 8 et 38 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

Ainsi, pour répondre aux attentes de l'acheteur, il vous suffit de remettre ce document intégralement **complété** et dûment **signé (pages 2 et 8)**.

En conséquence, **il n'est pas utile de fournir d'autres pièces** sauf dans l'hypothèse d'une exigence particulière (*dans ce cas, il convient de se reporter à l'avis d'appel public à la concurrence ou au règlement de consultation qui précise la liste des documents complémentaires à joindre obligatoirement à l'appui de votre candidature*).

Enfin, rien n'empêche le candidat qui souhaite étoffer son dossier de joindre au présent document toutes les annexes qu'il juge opportunes.

NOTA : Vous pouvez joindre sur des supports laissés à votre libre appréciation, l'ensemble des informations demandées dans le présent document.

LETTRE DE CANDIDATURE

à une consultation par marché ou accord-cadre et habilitation du mandataire par ses co-traitants
En cas de candidature groupée, remplir une seule lettre de candidature pour l'ensemble du groupement.

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

- UEM – 2 Place du Pontiffroy – BP 20129 – 57014 METZ CEDEX 01 Tél. : 03.87.34.37.39
Fax : 03.87.16.93.23
- URM – 2 bis rue Ardant du Picq – BP 10102 – 57014 METZ CEDEX 01 Mail : achats@uem-metz.fr

OBJET DU MARCHÉ OU DE L'ACCORD-CADRE

.....
.....

Le candidat (*s'il se présente seul*) ou le mandataire (*en cas de groupement*) déclare faire acte de candidature à la procédure de marché ou d'accord-cadre engagée par l'acheteur désigné ci-dessus.

- Le candidat se présente seul**
 à l'ensemble du marché au(x) lot(s) n°:

NOM ET ADRESSE DU CANDIDAT :

.....
.....

- Le candidat se présente en groupement**
 groupé conjoint groupé solidaire

NOM ET ADRESSE DU MANDATAIRE :

.....
.....

Le groupement est composé avec les entreprises et pour les lots ci-après désignés :

| Lot n° | Nom et adresse du candidat membre du groupement | Nom, prénom et qualité du signataire ¹ | Je soussigné, atteste désigner l'entreprise sus indiquée comme mandataire et l'autorise à signer seule la présente lettre de candidature |
|--------|---|---|--|
| | | | (signature) |
| | | | (signature) |
| | | | (signature) |

| | |
|--|--------------------------------|
| Nom et qualité du signataire ¹ | A, le Signature |
|--|--------------------------------|

¹ Personne ayant pouvoir d'engager la personne morale qu'il représente

DECLARATION DU CANDIDAT

En cas de candidatures groupées, ou de sous-traitance déclarée à l'appui de l'offre, remplir une déclaration du candidat par membre du groupement et par sous-traitant.

I. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR ET DU MARCHE OU DE L'ACCORD-CADRE

OBJET DU MARCHE

.....

.....

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR OU ENTITE ADJUDICATRICE)

- UEM** – 2 Place du Pontiffroy – BP 20129 – 57014 METZ CEDEX 01 Tél. : 03.87.34.37.39
Fax : 03.87.16.93.23
- URM** – 2 bis rue Ardant du Picq – BP 10102 – 57014 METZ CEDEX 01 Mail : achats@uem-metz.fr

IDENTIFICATION DU SERVICE QUI SUIVRA L'EXECUTION DU MARCHE

.....

II. IDENTIFICATION DU CANDIDAT

NOM OU DENOMINATION ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

.....

.....

NOM OU DENOMINATION ET ADRESSE DE L'UNITE OU DU SERVICE QUI EXECUTERA LA PRESTATION (LE CAS ECHEANT)

.....

.....

FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT (SA, SARL, ASSOCIATION, PERSONNE PUBLIQUE, ETC)

.....

PERSONNE(S) AYANT LE POUVOIR D'ENGAGER LA SOCIETE (LE POUVOIR N'A PAS A ETRE JOINT)

.....

Pour le candidat **établi en France**, numéro et ville d'enregistrement (SIREN, registre du commerce (RCS), répertoire des métiers) ou pour le candidat **non établi en France** (numéro et ville d'enregistrement, pays) :

Motif de non indication d'un numéro de registre de commerce ou de répertoire des métiers

- Le candidat est une personne physique non commerçante et n'est pas soumis à l'obligation d'être inscrit au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers. Toutefois, si la profession à laquelle il appartient est réglementée, indiquer ci-dessous les références de son inscription à un ordre professionnel ou la référence de l'agrément donné par l'autorité compétente :
.....
- La législation du pays du candidat non établi en France n'impose pas d'enregistrement dans son cas.
- Le candidat est une société constituée depuis le
Sa demande d'inscription est en cours auprès de l'organisme dont la dénomination et l'adresse figurent ci-dessous :
.....
.....
- Le candidat établi en France est une association déclarée constituée depuis le.....
- Le candidat non établi en France est une association ayant la capacité de contracter
(n°d'enregistrement s'il y a lieu) déclarée constituée depuis le
- Le candidat est une personne publique

II.A – ACTIVITES EXERCEES PAR LE CANDIDAT

.....
.....
.....
.....

II.B – RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA SITUATION FINANCIERE DU CANDIDAT

| | Chiffre d'affaires en euros HT des trois derniers exercices clos | | |
|--|--|-------------------|-------------------|
| | Exercice du au | Exercice du au | Exercice du au |
| Chiffres d'affaires global |€HT | €HT | €HT |
| Part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux auxquels se réfère le marché ou l'accord cadre | % | % | % |

Le candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ?

- Non Oui (produire la copie du jugement correspondant, accompagnée d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France)

II.C – RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MOYENS ET AUX REFERENCES DU CANDIDAT

(Le candidat pourra joindre en annexe au §II.C. tous les documents qu'il juge utile pour étoffer son dossier)

Effectifs

Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement.

| Effectif global du candidat | Importance du personnel d'encadrement |
|-----------------------------|---------------------------------------|
| | |

Encadrement susceptible d'être affecté sur le chantier (uniquement pour les marchés de travaux)

| | Chef d'équipe | Chef de chantier |
|--------|---------------|------------------|
| Nombre | | |

DESCRIPTION PRECISE DES PRINCIPALES REFERENCES

Le candidat doit compléter le tableau ci-dessous avec :

- 3 références de travaux** de nature et d'importance comparable à chacun des lots sur lequel il se présente en cours d'exécution ou exécutés **datant de moins de 5 ans** (3 références par lot), ou,
- 3 références de fournitures ou de services** de nature et d'importance comparable à chacun des lots sur lequel il se présente **datant de moins de 3 ans** (3 références par lot).

ATTENTION !
TOUTES LES INFORMATIONS DE CE
TABLEAU
SONT INDISPENSABLES

| Description précise des prestations ou des travaux réalisés ou des fournitures livrées (indiquer le numéro du lot concerné) | N° Lot | Année de réalisation | Maître d'ouvrage (nom et adresse) | Intitulé du lieu et indication de l'opération | Montant (en euros/ HT) |
|--|--------|----------------------|--------------------------------------|---|---------------------------|
| | | | | |€HT |
| | | | | |€HT |
| | | | | |€HT |
| | | | | |€HT |
| | | | | |€HT |
| | | | | |€HT |

Outillage – Matériel – Equipement

dont le candidat dispose pour l'exécution des services ou la réalisation des travaux objet de la présente consultation (*indiquer les plus significatifs*)

| Equipement technique | Matériel |
|----------------------|----------|
| | |

Titre d'études / Expérience (*réponse facultative pour les marchés de fournitures*)

Indication des titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation envisagée.

| Noms et prénoms du ou des responsables de la prestation ou des travaux | Titre d'études et expérience professionnelle |
|--|--|
| | |

III. QUALIFICATION

La capacité de l'entreprise peut être prouvée par tout moyen.

Possède-t-elle, au regard de la prestation objet du marché ou de l'accord-cadre :

- des certificats d'identité professionnelle (*si oui, les produire*) ;
- des références de travaux (*si oui, les produire*) ;
- d'autres références (*si oui, les produire*).

IV. MESURES RELATIVES A LA QUALITE

L'entreprise a-t-elle formalisé des mesures de garantie de la qualité pour le type de prestation objet du marché ou de l'accord-cadre dans un document écrit ?

- des certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures ou des services à des spécifications ou à des normes (*si oui, indiquer les références et les coordonnées de l'organisme certificateur*) ;
- autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité (*si oui, les décrire, indiquer où et comment elle peuvent être consultées*)

V. DISPOSITION A COMPLETER PAR LES CANDIDATS BENEFICIANT DE DROITS PARTICULIERS

Si le candidat est susceptible de bénéficier de **droits particuliers** prévus à l'article 16 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005, et s'il demande à bénéficier de ces droits, il coche la case qui le concerne.

Société coopérative ouvrière de production (SCOP)

Indiquer ci-contre les références du Journal Officiel de publication où figure la SCOP candidate, ou produire l'attestation du ministre du travail.

Groupement de producteurs agricoles

Indiquer ci-contre les références du Journal Officiel de publication de l'arrêté du ministère chargé de l'agriculture reconnaissant la qualité de groupement de producteurs ou produire la liste des groupements reconnus avec leurs statuts et le texte des règles applicables, régulièrement édictée par eux, et où figure le candidat.

Artisan ou artiste

Produire l'attestation de la chambre des métiers reconnaissant la qualité d'artisan du candidat, ou la liste établie par le ministère chargé de l'artisanat où figure le candidat, ou tout autre document équivalent (organisme européen).

Coopérative d'artisans ou d'artistes

Indiquer ci-contre les références du Journal Officiel où est publiée la liste où figure le candidat, ou tout autre document équivalent (organisme européen).

Entreprise adaptée

(article L.5213-13 et suivants du code du travail)

Indiquer ci-contre les références du recueil des actes administratifs de publication de l'arrêté préfectoral portant agrément de l'établissement.

Etablissement et service d'aide par le travail

(article L.344-2 et suivants du code de l'action sociale et des familles)

Indiquer ci-contre les références du recueil des actes administratifs de publication de l'arrêté préfectoral portant autorisation de la création.

Indiquer vos références ici et en joindre une copie à l'appui de la candidature

VI. JUSTIFICATIFS, LE CAS ECHEANT, DES CAPACITES D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques, dont des sous-traitants, pour présenter sa candidature, il doit justifier le cas échéant, des capacités de ces opérateurs.

Le candidat doit fournir pour chacun de ces opérateurs, les mêmes documents et informations qui lui sont demandés dans le présent formulaire afin de justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Ainsi, il peut notamment produire :

- Le contrat de sous-traitance, occulté de toute mention qui n'aurait pas à être transmise au stade des candidatures notamment le prix
- Un engagement écrit du ou des sous-traitants.

VII. DECLARATION/ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR

Je déclare sur l'honneur, en application des articles 8 et 38 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-9, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.

NB – les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

VIII. SIGNATURE D'UNE PERSONNE AYANT POUVOIR D'ENGAGER LA SOCIETE

| | |
|--|--------------------------------|
| Nom et qualité du signataire ² | A, le Signature |
|--|--------------------------------|

² Personne ayant pouvoir d'engager la personne morale qu'il représente

EMPLACEMENT PREVU POUR INSERER LA PHOTOCOPIE :

- **DE VOTRE CERTIFICAT UNIQUE – DC7** (*SI CELA VOUS EST POSSIBLE*)
- **DE VOS ATTESTATIONS D'ASSURANCE** (*CF. AVIS D'APPEL PUBLIC A CONCURRENCE*)